SOPHIE BESSIS

LA CIVILISATION JUDÉO-CHRÉTIENNE

Anatomie d'une imposture

LES LIENS QUI LIBÈRENT

La civilisation judéo-chrétienne : anatomie d'une imposture

DE LA MEME AUTRICE

L'Arme alimentaire, Paris, Maspero, 1979.

La Dernière frontière, les tiers-mondes et la tentation de l'Occident, Paris, JC Lattes, 1983.

La faim dans le monde, Paris, La Découverte, 1991.

Femmes du Maghreb : l'enjeu, (avec Souhayr Belhassen), Paris, JC Lattès, 1992.

Les enfants du Sahel, Paris, L'Harmattan, 1992.

Femmes de Méditerranée (dir.), Paris, Karthala, 1995.

Mille et une bouches: cuisines et identités culturelles (dir.), Paris, Autrement, 1995.

L'Occident et les autres, histoire d'une suprématie, Paris, La Découverte, 2000.

Les Arabes, les femmes, la liberté, Paris, Albin Michel, 2007.

Dedans, dehors, Tunis, Elyzad, 2010.

Habib Bourguiba (1901-1989), (avec Souhayr Belhassen), Tunis, Elyzad, 2012.

La double impasse : l'universel à l'épreuve des fondamentalismes religieux et marchand, Paris, La Découverte, 2014 ; réed. Paris, Riveneuve, 2024.

Les Valeureuses : cinq Tunisiennes dans l'Histoire, Tunis, Elyzad, 2017.

Histoire de la Tunisie de Carthage à nos jours, Paris, Tallandier, 2019.

Je vous écris d'une autre rive, lettre à Hannah Arendt, Tunis/Paris, Elyzad, 2021.

SOPHIE BESSIS

La civilisation judéo-chrétienne : anatomie d'une imposture

Les Liens qui libèrent

ISBN : 979-10-209-2290-8
Les Liens qui libèrent, 2025

Comment est née une expression promise à une étonnante fortune, apparue assez récemment dans le langage courant, saturée d'idéologie, si banalisée cependant qu'on en oublie l'énormité de l'imposture qui l'a engendrée? Quelles sont les raisons de sa naissance et de sa généralisation? Revenant sous toutes les plumes et dans tous les discours, au détour de chaque phrase, le binôme «judéo-chrétien» n'éveille aucune curiosité, ne suscite aucune question, tant la juxtaposition de ces deux adjectifs paraît de nos jours relever de l'évidence. Il n'en a pas toujours été ainsi pourtant, et la popularité de ce terme est plus suspecte que son actuelle banalité tendrait à le faire croire. Certes, ses occurrences savantes remontent loin dans le temps[1], et il doit - entre autres - son existence à l'antériorité historique du judaïsme puis du christianisme sur l'islam, dernier-né de la révélation monothéiste. Mais le passage de l'expression dans le langage courant, où elle se signale depuis une quarantaine d'années par son omniprésence, a pris un tout autre sens, si on veut bien examiner l'usage politique qui en est fait. Tout, dans la civilisation occidentale, relève désormais du judéo-christianisme, si bien qu'elle se résume à peu près totalement dans cette double matrice dont les deux composantes semblent être siamoises. Ses valeurs, ses fondements, sa culture en découlent entièrement. Les hommes politiques en truffent leurs déclarations, s'en

[1] Dans les premiers siècles de Père chrétienne, avant que ne se formalise la rupture entre judaïsme et christianisme à partir de la fin du II^e^ siècle, plusieurs sectes ont élaboré des synthèses entre le corpus juif dont la nouvelle religion était issue et les enseignements évangéliques. Ce fut notamment le cas des quatuordécimains, qui n'ont été définitivement éliminés qu'au IX^e^ siècle.

réclamant *ad nauseam* pour justifier leurs actions. Un candidat à l'élection présidentielle américaine de 2000 assurait ainsi qu'«être la seule superpuissance donnait aux Etats-Unis des responsabilités, en particulier celle d'intervenir à l'extérieur pour protéger les valeurs judéo-chrétiennes[2]». Le monde est partagé entre « les cultures judéo-chrétiennes » et les autres[3]. En France, on consacra en 1998 un colloque à «l'intégration politique des Français musulmans et leur place dans l'espace judéo-chrétien[4]». Dans une interview au quotidien *Le Figaro* le 29 mai 2024, l'ex-président Nicolas Sarkozy brandissait lui aussi les « racines judéo- chrétiennes» de l'Europe. Écrit-on sur l'économie? On y fait référence[5]. Sur la culture? La référence devient obligée. Et, toujours, ce double adjectif renvoie exclusivement à l'aire occidentale, sans pour autant d'ailleurs que son contenu soit exactement précisé.

La littérature actuelle ne repère, en effet, nulle trace de «judéo-christianisme » hors des frontières que l'Occident

2 Propos tenus par le sénateur McCain, cités par *Le Monde* du 17 février 2000.

3 « Résumé de la 4e consultation sur le processus d'organisation de l'Alliance pour un monde responsable et solidaire », Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'homme, 1998.

4 Quelques citations de cet ouvrage, celles dont les références sont antérieures à 1999, sont extraites de Sophie Bessis: *L'Occident et les autres. Histoire d'une suprématie* (La Découverte, Paris, 2000), livre dans lequel j'avais effleuré le thème de ce présent essai sans l'approfondir mais en me promettant d'y revenir un jour. Voilà qui est fait.

5 Entre autres, GEMDEV, *Mondialisation. Les mots et les choses,* Paris, Karthala, 1999. Il n'est pas question de citer nommément ne serait-ce qu'une partie des occurrences du terme qu'on peut relever à la lecture de la presse ou de la littérature d'actualité. Elles sont si nombreuses que quiconque commencera d'y prêter attention ne pourra que constater cette omniprésence.

s'est donné. Dans des régions du monde comme l'Amérique du Centre et du Sud où le christianisme dans ses différentes obédiences est la religion dominante, une telle référence est sinon inexistante, du moins fort discrète. Il en va de même en Afrique centrale et australe, largement chrétienne, où elle ne fait partie ni du langage courant, ni du lexique politique, ni de celui des différentes églises. Même dans les sectes évangélistes africaines qui ont enrôlé des millions de fidèles et pour lesquelles la Bible est un texte divin à prendre à la lettre, le terme n'apparaît guère. L'Occident l'a donc réservé à son usage exclusif. Son succès sans équivalent - même le mythe longtemps ressassé du « matin grec » n'en a pas connu de tel - ne peut s'expliquer que par un triple processus d'occultation, d'appropriation et d'exclusion qu'autorise son emploi systématique.

Cette extraordinaire trouvaille sémantique et idéologique, une des plus opératoires de notre temps, peut être placée dans la catégorie des «vérités alternatives» dont on fait grand cas aujourd'hui, et elle apparaît chronologiquement comme une des premières d'entre elles. C'est pourquoi il est nécessaire de la déconstruire, en un temps où elle est devenue une arme redoutable aux mains d'extrêmes droites cherchant à devenir hégémoniques des deux côtés de l'Atlantique, en Europe occidentale comme en Amérique du Nord, et désormais en Israël où un Benyamin Netanyahou s'en est servi pour se poser en défenseur de la

civilisation judéo-chrétienne contre la barbarie musulmane.

UN GRAND REMPLACEMENT

Quand j'étais à l'école primaire puis durant mes années de lycée, c'est-à-dire entre 1955 et 1967, mes professeurs d'histoire m'apprirent tous, sans la moindre dissonance, que la civilisation européenne était gréco-latine. Grecque était sa matrice et latine sa descendance et son expansion jusqu'aux confins de l'Empire romain. L'affaire était alors entendue. Nul apport d'autres contrées, d'autres cultures ni encore moins de religions, ne venait entacher cette filiation exclusive. Nulle part d'Orient n'avait jamais atteint ce «petit appendice de l'Asie» comme l'appelait pourtant Paul Valéry. On oubliait ceux qui faisaient plonger plus loin les racines de l'Europe, comme Champollion: « N'en déplaise aux savants qui se font une religion de croire fermement à la génération spontanée des arts en Grèce, il est évident pour moi, comme pour tous ceux qui ont bien vu l'Egypte [...], que les arts ont commencé en Grèce par une imitation servile des arts de l'Egypte [...], à l'époque où les premières colonies égyptiennes furent en contact avec les sauvages habitants de l'Attique ou du Péloponnèse[6]», affirmait celui qui avait déchiffré l'écriture hiéroglyphique.

Depuis qu'elle s'est constituée comme telle, dessinant

6 Cité dans Jean-Claude Simoën, *Le Voyage en Égypte,* Paris, Jean-Claude Lattès, 1989.

ses frontières et s'instituant comme LA civilisation, l'Europe ainsi créée n'a cessé de rejeter dans les limbes tout ce qui pouvait porter atteinte à cette construction de sa personnalité. Tout ce qui la rapprochait culturellement de l'Orient devait donc être exclu de son état civil, quitte à tordre le cou à l'histoire.

Au XIX^{e} siècle, les intellectuels organiques de l'expansion coloniale firent de l'exceptionnalité européenne, plus tard étendue à ce qu'on appelle l'Occident, un attribut central de sa puissance et de sa vocation à dominer. Seuls quelques cercles savants travaillaient à porter au jour les autres affluents dont sa civilisation était également issue. Fille de la Grèce et de la Bible selon la juste définition d'Emmanuel Levinas, l'Europe n'a longtemps revendiqué que la première part de sa généalogie.

L'histoire, toutefois, a fini par reprendre ses droits jusqu'à mettre à mal ce qui était devenu une évidence. Le nazisme et le judéocide qu'il perpétra en Europe avec la complicité active ou l'indifférence de la plus grande partie de ses Etats y a beaucoup aidé. Jusqu'à ce monstrueux paroxysme de la haine du juif, l'antisémitisme ne choquait qu'une minorité des opinions européennes majoritairement éduquées dans un habitus culturel antijuif. La reconnaissance de la spécificité du judéocide parmi les autres crimes nazis a mis longtemps à voir le jour sur le continent européen et son prolongement nord-

américain. Pire, des explosions antisémites eurent lieu au lendemain de la guerre dans plusieurs de ses pays, de la Pologne à l'Union soviétique ou à la Tchécoslovaquie. Dans sa partie occidentale qui se voulait démocratique, la dénonciation des horreurs du nazisme n'accordait pas de place particulière au sort qu'il réserva aux juifs. Ceux qui étaient revenus de l'enfer relevaient de la catégorie tout aussi générale qu'indistincte des déportés. Les rescapés juifs n'insistaient guère non plus sur leur judaïté, sachant qu'il n'était pas dans l'air du temps de s'appesantir sur la singularité de leur persécution.

Si l'on veut dater - avec une précision relative - le début d'une reconnaissance de la spécificité du fait génocidaire à l'encontre des juifs, et par conséquent le début de la formulation d'une culpabilité ou à tout le moins d'une responsabilité collective des Européens, c'est au procès d'Adolf Eichmann en 1962 qu'il convient de la faire remonter[7]. À partir de ce moment, le judéocide que tout le monde s'accorde désormais à appeler la Shoah, terme imposé depuis 1985 par le film de Claude Lanzmann, a pris progressivement une place centrale dans les mémoires collectives et les narrations publiques occidentales. Cette omniprésence faisant suite au silence a remplacé en

[7] Voir Sylvie Lindeperg et Annette Wieviorka, *Le Moment Eichmann,* Paris, Albin Michel, 2016.

Occident l'antisémitisme par une judéophilie officielle qui dicte en partie aux dirigeants leur politique et qui semble, on y reviendra, en être l'inquiétant miroir.

C'est au tournant des années 1980 que le terme de judéo-chrétien devient d'usage courant, jusqu'à prendre les proportions qu'on lui connaît aujourd'hui. Certes, les penseurs juifs européens du XIXe et du premier tiers du XXe siècles avaient commencé le travail. Avec les Lumières et l'acquisition progressive des droits civiques, les juifs quittaient leur statut d'étrangers venus d'Orient et souvent sommés d'y retourner pour commencer d'appartenir pleinement au continent où ils vivaient. Jusqu'alors, dans toute la littérature occidentale médiévale et moderne, de même que dans l'iconographie religieuse et séculière, le juif était une des incarnations de l'Oriental, dans ses attributs vestimentaires comme dans ses habitudes alimentaires[8], et le ghetto était le plus souvent décrit comme une épave d'Orient poussée à la lisière de la cité européenne. La quasi-totalité des écrits antisémites ont proposé d'ailleurs, quand ils n'envisageaient pas de les exterminer, de renvoyer les juifs «en Asie», comme le souhaitait entre autres Proudhon. Leur assimilation aux sociétés d'où ils ne voulaient plus

8 Voir notamment les dernières scènes du beau roman historique de Lion Feuchtwanger, *Le Juif Süss* (1925), transformé par les nazis en film de propagande antisémite. A la veille de son exécution, le juif de cour Süss redevient l'oriental qu'il n'a au fond jamais cessé d'être.

qu'on les retranche exigeait ce déplacement vers l'Ouest. Sorti du ghetto, le juif d'Europe se transformait en citoyen européen. Une philosophe comme Hannah Arendt, mais elle est loin d'être la seule, a théorisé cette appartenance en écrivant en 1941 : « Nous allons à la guerre comme un peuple européen qui a autant contribué à l'éclat et au malheur de l'Europe que n'importe quel autre peuple [9] » ou, un peu plus tard : «Parmi toutes les fausses conceptions entretenues par le mouvement sioniste parce qu'il avait été si fortement influencé par l'antisémitisme, c'est probablement cette notion erronée du caractère non européen des Juifs qui a eu les plus profondes et les pires conséquences [10]. »

Pour autant, le fait pour les juifs d'être devenus européens n'impliquait pas encore que le judaïsme et/ou la judaïté soient érigés en constituants centraux de la civilisation européenne et plus largement occidentale. Et cela n'a pas signifié non plus, loin de là, que l'Europe aurait reconnu par ce biais la part orientale de ce qui l'a construite. C'est l'inverse qui s'est produit. Le juif à été occidentalisé jusqu'à être détaché d'une partie de son humus pour se transmuer en sujet d'histoire exclusivement européen. Il

9 Hannah Arendt, «Ceterum Censeo» (26 décembre 1941), *in Auschwitz et Jérusalem,* Paris, Press Pocket, 1991.

10 *Id.,* « Réexamen du sionisme » (octobre 1944), *in Auschwitz et Jérusalem, op. cit*.

n'est pas question ici de minimiser l'importance de leur rôle. À partir de leur intégration plus ou moins plénière à la citoyenneté de leurs pays respectifs, les juifs sont non seulement devenus des Européens à part entière, mais ils ont contribué pour une part essentielle à la formation de la pensée européenne moderne[11]. Par conséquent, comme pour oublier le stigmate de l'origine dont on les avait affublés, les juifs européens et leurs intellectuels ont ignoré les juifs d'Orient jusqu'à les réduire à l'inexistence. Quant à la littérature européenne du XIX[e] siècle, de Maupassant à Nerval ou à Dumas et Loti - pour ne s'en tenir qu'aux Français [12] -, elle leur a donné le visage le plus abject de l'orientalisme en leur attribuant toutes les tares popularisées par le lexique antisémite, sales, usuriers, fourbes et prêts à toutes les trahisons.

On voit donc à quel point le tournant opéré à partir des années 1980 représente une rupture dans le continuum occidental de la perception du juif. S'il avait été progressivement accepté comme occidental, il a fallu une conjonction inédite de facteurs pour que son apport - culturel, religieux? Sa nature n'est jamais définie

[11] Voir à ce sujet Enzo Traverso, *La Fin de la modernité juive,* Paris, La Découverte, 2013.

12 Citer les Russes serait trop long. À l'exception d'un Tolstoï et de rares autres auteurs, la quasi-totalité d'entre eux affichent dans leurs œuvres un antisémitisme virulent et décomplexé.

dans la doxa contemporaine - soit désormais considéré comme faisant partie intégrante, indissoluble, de la civilisation de l'Occident.

LA FABRIQUE DE L'OUBLI

Outre le fait que ce «grand remplacement» de l'hellénité et de la latinité par le judéo- chrétien signe l'avènement spectaculaire du recours contemporain au registre religieux pour qualifier tout fait de culture, il est le fruit d'une formidable occultation, si l'on veut bien considérer que cet accouplement permet de jeter un voile sur près de deux millénaires de haine antijuive et sur la longue négation par l'Eglise catholique de sa filiation abrahamique. Chacun peut convenir, en effet, qu'aucune civilisation ne saurait haïr ni rejeter ce qu'elle désigne avec constance comme une part d'elle-même. L'instauration, puis la sacralisation, d'une identité «judéo-chrétienne » a permis de clore sans autre forme de procès la longue séquence de l'antijudaïsme chrétien et d'occulter le fait que la première altérité contre laquelle s'est construite l'Europe chrétienne a été l'altérité juive.

On ne refera pas ici l'histoire abondamment documentée des siècles de persécutions antijuives dans l'espace devenu progressivement celui de la chrétienté, occidentale comme orientale, catholique comme orthodoxe puis, plus tard, protestante [13]. On rappellera seulement que

13 La proximité des protestantismes avec les sources bibliques du christianisme, contrairement au catholicisme, expurgé jusqu'à une époque

toutes ces persécutions ont commencé tôt, dès le triomphe du christianisme dans l'Antiquité tardive et son érection au statut de religion d'État de l'Empire romain au début du IVe siècle[14]. Elles ne cessèrent ensuite durant le long Moyen Âge puis dans les temps qu'on appela modernes, virulentes ici, ailleurs moins cruelles, se déplaçant au gré des malheurs de l'époque et de la recherche de boucs émissaires, éternelle cause première des catastrophes de tous ordres qui pouvaient s'abattre sur une population. Les pouvoirs temporels et spirituels firent régulièrement de la haine populaire du « peuple déicide » un usage conforme à leurs intérêts politiques, religieux ou financiers, l'excitant plus souvent qu'ils ne la modéraient. Du concile du Latran de 1215 au Code noir français de 1685, en passant bien sûr par l'édit d'expulsion de 1492 promulgué en Espagne par les Rois catholiques, on leur imposa des vêtements spécifiques,

récente dans sa version sulpicienne de toute trace de judaïsme, ne peut, en effet, faire oublier la violence de l'antijudaïsme du fondateur de la Réforme. En 1546, Luther suppliait « nos magistrats d'exercer une pitié sévère envers ces misérables. Qu'ils aient soin d'incendier les synagogues [...]. Qu'ils les forcent à travailler. Et si tout cela ne sert de rien, nous serons contraints de les expulser comme des chiens enragés ». Cité par Henri Tincq, « Les sermons de Luther font trembler Rome et l'Empire », série « Les génies du christianisme », n° 8, *Le Monde,* 21 juillet 1999, p. 10-11.

[14] La littérature consacrée aux racines chrétiennes de l'antisémitisme est très abondante. Citons seulement à titre d'exemple les ouvrages de Jules Isaac (1877-1963), connu par des générations d'élèves français pour le célèbre manuel d'histoire Malet-Isaac dont il fut le principal auteur. Il est aussi l'auteur de trois ouvrages sur ce sujet: *Jésus et Israël* en 1948, *Genèse de l'antisémitisme* en 1956 et *L'Enseignement du mépris* en 1962.

on leur interdit les emplois publics, les confinant dans des métiers « impurs » qu'on leur reprochait en même temps d'exercer, on les chassa ou, quand c'était impossible, on les enferma dans des quartiers qu'ils ne pouvaient quitter. On sait le sort qui leur fut réservé dans le vaste Empire russe où ils furent parqués dans la fameuse « Zone de résidence » comprenant entre autres la Pologne, l'Ukraine et les pays baltes et qu'ils commencèrent à quitter dans la seconde moitié du XIXe siècle, soit pour fuir les pogroms, soit, enfin et quand c'était possible, pour s'assimiler aux majorités au sein desquelles la plupart d'entre eux désiraient ardemment se fondre[15].

La permanence, durant cette longue histoire, de l'existence des « juifs de cour », médecins, financiers ou fermiers généraux des souverains et des princes, souvent leurs conseillers, parvenant parfois aux charges les plus éminentes mais sachant que pour eux la roche Tarpéienne était particulièrement proche du Capitole, ne saurait faire oublier la précarité du sort commun réservé à ces minorités dispersées à travers l'Europe qui, jusqu'au génocide nazi, ont représenté l'écrasante majorité de la population juive mondiale. Contrairement aux affirmations hâtives d'Hannah Arendt qui a voulu voir une césure radicale entre le vieil antijudaïsme et l'antisémitisme moderne, le

[15] Voir Yuri Slezkine, *Le Siècle juif,* Paris, La Découverte, 2018.

paroxysme antisémite du nazisme n'aurait pu advenir sans ces siècles de tradition antijuive[16].

Après la Seconde Guerre mondiale, après que les rouages de la machine à exterminer nazie ont été progressivement mis au jour, l'Europe et plus largement l'Occident ont dû restaurer les « valeurs » dont ils s'étaient institués depuis deux siècles les seuls énonciateurs et dépositaires malgré la violence exterminatrice de leurs conquêtes coloniales, et qui avaient été consumées elles aussi dans la fumée des crématoires. Deux stratégies complémentaires ont été progressivement mises en oeuvre pour y parvenir, et pour retrouver par ce biais l'innocence perdue. La première a été, non pas seulement de porter l'État d'Israël sur les fonts baptismaux [17], mais d'en défendre quasi inconditionnellement la politique expansionniste jusqu'à cautionner sans états d'âme la colonisation systématique de ce qui restait de Palestine après la fondation de l'État et la guerre de 1948. Pour que l'Occident puisse rétablir cette supériorité morale dont il a fait son apanage exclusif mais que le nazisme avait fait plus qu'ébranler, il fallait et il faut encore qu'Israël soit non seulement l'héritier de la victime, mais victime lui-même de toute éternité. Il fallait qu'il soit définitivement innocent et

[16] Voir sur ce sujet Michel Dreyfus, *Hannah Arendt et la question juive. Pour une relecture,* Paris, PUF, coll. « Questions républicaines », 2023.

17 Si l'on peut dire…

que jamais, quelles que soient ses actions, il ne passe dans le camp des bourreaux. C'est à cette condition que l'Occident a estimé pouvoir se laver de son crime[18].

La seconde stratégie a consisté à populariser le terme de judéo-chrétien jusqu'à en faire, on l'a vu, le socle de la civilisation occidentale. Ainsi mariés au judaïsme, les pays de tradition chrétienne peuvent s'exonérer à bon compte de leur passé, et d'une partie de leur présent.

Mais le diable, on le sait, se cache dans les détails. Cette nouvelle identité collective que l'Occident se donne officiellement, après avoir si longtemps répudié le cousinage entre ces deux versions de la révélation abrahamique, permet aussi en annexant le juif au seul espace occidental, de s'assurer du même coup la propriété exclusive de la part d'universel dont est crédité son message. De fait, l'émergence du judéo-chrétien comme sujet collectif escamote le juif, cette éternelle incarnation de l'Autre qu'on faisait venir d'un lointain ailleurs oriental, mais dans lequel il fallait bien reconnaître le premier énonciateur chronologique de l'universel monothéiste. Finies les questions insolubles de filiation ou d'héritage [19],

[18] Voir à ce sujet l'analyse subtile de Hassina Mechaï, « Sur la question palestinienne: l'inconditionnelle innocence occidentale », Le Club de *Mediapart,* 14 janvier 2024.

19 Sur cette notion d'héritage, on peut se référer à l'analyse qu'en fit le philosophe israélien Yeshayahou Leibovitz. Le vieux sage rappelait que « le christianisme se présente comme… l'héritier du judaïsme - et qu'on ne peut

l'avènement d'un «judéo-chrétien» indifférencié fait apparaître l'Occident comme l'inventeur unique de l'universel, toutes ses racines y étant, par ce procédé, rapatriées. Quand il ne peut être rejeté dans une totale altérité, l'Autre est en quelque sorte absorbé, avec l'ensemble de ses propriétés[20].

hériter de quelqu'un qui n'est pas mort… ». L'obstination du christianisme à se réclamer de l'héritage juif est donc plus que suspecte. *In* « Un entretien avec Yeshayahou Leibovitz : "Il faut désacraliser l'État…" », *Le Monde,* 13 octobre 199:2.

[20] Un bon exemple de cette entreprise de phagocytage est donné par le traitement de la question dans le manuel d'histoire de classes terminales d'Antoine Bonifacio, *Histoire. Classes terminales,* Paris, Hachette, 1962, où l'on peut lire : « L'Occident ne serait certainement pas lui- même s'il ne portait aussi la marque judéo-chrétienne. La révolution de la Croix lui donne en effet la troisième dimension qui lui manquait jusque-là: le sens du spirituel, la soif de justice et l'esprit de charité. » La «révolution de la Croix» englobe ici, sans ambiguïté, tout le judaïsme.

UNE MACHINE A EXPULSER

Ainsi érigé en noyau dur de l'identité occidentale, et d'elle seule, le «judéo-chrétien» ne permet pas seulement à l'Occident d'occulter un pan constitutif de son histoire. Il fonctionne aussi comme une machine à expulser. L'islam devient en effet, grâce à cette construction, le tiers exclu de la révélation abrahamique, donc de cet universel monothéiste dont on a fait l'annonciateur des droits profanes et par conséquent de la modernité. Hors quelques cercles oecuméniques à l'audience limitée, il ne viendrait à l'idée d'aucun utilisateur de l'objet courant judéo-chrétien d'y inclure l'islam ou, au moins, d'établir des correspondances avec lui. Qu'il soit - en termes de pratique religieuse, d'interdits qui l'accompagnent et de législations relatives à la famille - plus proche du judaïsme qu'aucun des deux du christianisme, qu'il y ait puisé une part essentielle de son inspiration, que le texte coranique soit truffé de références aux deux révélations qui l'ont précédé n'y font rien[21]. Dans le Coran pourtant, Abraham est omniprésent. Son nom apparaît à 67 reprises dans 25 sourates tandis que celui du prophète Mohamed n'y est cité que 51 fois. Marie y

[21] Sur les proximités et les distances entre les trois religions, on peut voir les approches intéressantes de Roger Arnaldez, *Trois messagers pour un seul Dieu,* Paris, Albin Michel, 1991 ; Fethi Benslama, « La répudiation originaire », *Cahiers intersignes,* n° 13, automne 1998 ; Meir M. Bar- Asher, *Les Juifs dans le Coran,* Paris, Albin Michel, 2019.

est également la femme la plus citée et la plus vénérée. Une sourate entière lui est consacrée. Et l'on veut oublier que c'est le même archange, Gabriel, qui arrête le bras d'Abraham s'apprêtant à sacrifier son fils, qui annonce à Marie qu'elle sera mère du Christ et qui transmet quelques siècles plus tard le Coran à Mohamed.

Sur le plan historique, les savants ne cessent de montrer que l'Arabie du VII^e^ siècle a fait partie intégrante du monde de l'Antiquité tardive héritière de Rome, rythmée par les guerres entre Perses et Byzantins, et terre d'élection des concurrences confessionnelles entre juifs, zoroastriens, païens et chrétiens des diverses églises de l'époque. Loin d'être une nouvelle religion n'ayant aucun lien avec celles qui l'ont précédée, l'islam se situe dans une évidente continuité avec les courants spirituels du temps de sa naissance, enraciné dans une culture commune impliquant des affinités profondes avec divers courants du christianisme et du judaïsme[22]. Quant à l'Empire musulman naissant après la mort de Mohamed en 632, il lui a fallu administrer sans guère d'expérience les peuples conquis. Pour ce faire, les premiers califes puis les Omeyyades et les Abbassides à leur suite ont puisé dans les

[22] Voir à ce sujet *Le Coran des historiens,* somme dirigée par Mohammad Ali Amir-Moezzi et Guillaume Dye, Paris, éditions du Cerf, 2019. Le premier tome, *Etudes sur le contexte et la genèse du Coran,* dresse un riche tableau du contexte historique, philosophique et religieux au sein duquel le Coran a émergé.

civilisations qu'ils connaissaient le mieux et ont emprunté aux droits byzantin puis sassanide ainsi qu'au droit canon chrétien les réglementations leur permettant d'administrer leurs nouveaux territoires.

Plus tard, surtout à partir du XII^{e} siècle, les universités européennes ont été profondément influencées par la diffusion de la pensée du philosophe andalou Ibn Rochd (Averroès), le plus grand commentateur médiéval d'Aristote. Paradoxalement, ce n'est pas dans le monde musulman que son rationalisme a fait école mais en Europe, sous le nom d'averroïsme. Venu de l'Espagne musulmane grâce, entre autres, à l'entremise et à la traduction des penseurs juifs de Catalogne et d'Occitanie, Ibn Rochd est même considéré par certains historiens comme le précurseur de la pensée sécularisée de la Renaissance. Il demeure en tout cas le plus probant exemple d'une intense circulation des savoirs entre l'Espagne judéo-musulmane et l'Europe chrétienne que le couple judéo-chrétien contemporain s'attache à retrancher des mémoires collectives.

Au lieu de l'intégrer à la longue histoire des avatars successifs du monothéisme, l'universel judéo-chrétien - dont l'Occident s'est institué le seul propriétaire - renvoie

donc l'islam à une altérité politiquement construite et lui désigne son territoire, celui de la spécificité. À supposer qu'on la reconnaisse, l'existence d'un triptyque abrahamique est strictement confinée aux sphères religieuse et savante. Elle ne déborde ni dans les champs de la culture, ni dans ceux du politique où l'institution de la césure entre les trois versions de la révélation renforce la frontière entre le Nord - patrie des deux premières - et les Suds - où est installée la troisième.

Cette exclusion, qui a pris à l'époque contemporaine des formes paroxystiques en devenant une expulsion du champ de la civilisation, ne lui appartient cependant pas en propre. Elle est, elle aussi, le fruit d'une longue histoire. Dès qu'il a abordé au début du VIII^e^ siècle les côtes méridionales de l'Europe, l'islam a été perçu comme une menace, certes compréhensible pour les royaumes en passe d'être conquis comme ceux de l'Espagne wisigothique, mais pas seulement. Très vite, la chrétienté a vu en lui, et à juste titre, un redoutable concurrent. Si l'on considère en effet les trois versions successives du monothéisme, on conviendra que leur premier rameau, le judaïsme, a formulé l'universel moral dont toutes se réclament mais qu'il est demeuré une religion tribale réservée au peuple que Dieu aurait élu. Il a eu un moment prosélyte entre le I^er^ et le III^e^ siècle mais il a vite été confiné ou s'est auto-confiné dans un habitus communautaire dont il n'est pas vraiment sorti. À l'inverse,

le christianisme puis l'islam ont d'emblée affiché une prétention universelle, s'adressant à tous les hommes sans distinction d'appartenance. Il était donc logique qu'ils entrent en rivalité, chacun tentant de ravir à l'autre le monopole de l'universel religieux et de la distribution des biens du salut. Cette rivalité mimétique [23] a irrigué non seulement le champ confessionnel mais les imaginaires et la littérature d'un côté comme de l'autre. En Europe, la stigmatisation de l'islam est devenue au fil des siècles un véritable genre littéraire, même si certaines périodes ont posé sur lui et son prophète un regard plutôt positif. L'histoire a été au besoin travestie pour ce faire, comme dans la célébrissime *Chanson de Roland* où, pour les besoins de la chrétienté, les Basques ont été opportunément transformés en Sarrasins combattus par l'intrépide héros sur les contreforts pyrénéens. À de rares exceptions près, la littérature comme la pensée européennes de toutes les époques sont truffées d'opinions stigmatisantes sur une religion considérée comme profondément étrangère à la culture et à la spiritualité du continent. De Chateaubriand qui, au début du XIX[e] siècle, n'hésitait pas à affirmer que « l'esprit du mahométisme est la persécution et la conquête ; l'Evangile au contraire ne prêche que la tolérance et la paix [24] » - oubliant au passage toutes les conquêtes et tous les

23 L'expression est empruntée à René Girard.

[24] Cité dans Alain Ruscio (dir.), *Regards français sur l'islam. Des croisades*

massacres effectués au nom de la Croix - aux contempteurs de notre époque, le filon ne s'est pas épuisé. En 2016, l'Institut Montaigne s'est livré à une analyse des couvertures des principaux magazines hebdomadaires. Selon cette étude, en moyenne, chaque semaine, un magazine a dédié sa une à l'islam, invariablement présenté comme porteur de violence et de haine. La rhétorique visuelle de ces numéros recourt souvent aux mêmes éléments: sur un fond sombre s'accumulent des photos d'hommes en armes, de leaders enturbannés, de sabres ; larges polices, couleurs vives contrastent avec des fonds sombres. Une tonalité commune se dessine dans le traitement de ces sujets, dont les champs lexicaux et les visuels sont ceux de la menace, de l'alarme et de l'inquiétude[25]. Durant la longue période où l'orientalisme a occupé une place centrale dans la littérature européenne, et où cette mode a eu pour effet principal de folkloriser la culture et les mœurs de la vaste région censée appartenir à l'Orient, peu d'écrivains et de penseurs se sont distingués par un réel désir de compréhension de ce que ses civilisations pouvaient recéler de richesses. Goethe, avec son *Divan occidental-oriental,* a probablement été le seul

à l'ère coloniale, Paris, éditions du Croquant, 2021.

[25] Les magazines concernés sont : *L'Express, Le Nouvel Observateur, Marianne, Le Point, M le magazine du Monde, Le Figaro Magazine*. Institut Montaigne, *Un islam français est possible,* rapport, septembre 2016.

écrivain de son époque à évoquer l'Orient, à s'en inspirer poétiquement et philosophiquement, sans tomber dans le biais orientaliste qui a habité les œuvres de ses contemporains et de ses successeurs.

Une telle césure n'a cependant pas eu au cours des siècles les mêmes raisons ni les mêmes constituants et, si elle s'est approfondie à partir du XIX^e^ siècle, c'est, me semble-t-il, pour deux raisons principales, l'une venant du Sud et l'autre du Nord. Pendant des siècles, la rivalité entre les deux grands messianismes chrétien et musulman s'est inscrite à l'intérieur du champ religieux et convoquait des deux côtés des références familières. D'un côté Mohamed était un imposteur, de l'autre les chrétiens commettaient la faute de ne pas reconnaître le scellement de sa prophétie.
Certes, bien des traits de culture et de mœurs séparaient les deux rives de la Méditerranée mais les adversaires, si éloignés aient-ils été les uns des autres, avaient recours à des répertoires communs pour délégitimer la vérité d'en face. Leurs régimes de vérité respectifs n'étaient pas incommensurables et, quand l'intérêt politique l'exigeait, le chrétien pouvait se rapprocher du mahométan contre un autre souverain catholique, comme le fit François I^er^ pour qui Charles Quint était beaucoup plus dangereux que ne pouvait l'être le sultan ottoman Soliman avec lequel il fit alliance. Dans ce domaine, tout change avec le XIX^e^ siècle. L'Europe, alors, se laïcise, quelles que soient les formes

empruntées par ce processus. Le religieux cesse d'enserrer la vie publique dans ses logiques et ses prescriptions. Ses hiérarques et ses gestionnaires sont renvoyés à leurs seules fonctions ecclésiales, Laïque ou simplement sécularisé, l'habitus des sociétés européennes cesse d'obéir aux lois de Dieu pour ne plus respecter que celles édictées par les hommes.

Rien de tel ne s'est passé sur la rive sud. Pour importants qu'ils aient été, les épisodes réformistes ayant marqué à partir des années 1830 la vie politique ottomane et celle de certaines des provinces de l'Empire devenues plus ou moins autonomes n'ont égratigné qu'à la marge l'hégémonie du religieux. La référence charaïque est demeurée dominante et, contre le sécularisme de certains penseurs de la fin du XIX[e] siècle, une partie du mouvement de la *Nahdha* a prôné un retour aux sources de l'islam pour se protéger de l'impérialisme européen alors en pleine expansion[26]. Le gouffre s'est alors creusé entre des sociétés du Nord devenues séculières et leurs vis-à-vis du Sud toujours gouvernés par la loi divine, c'est-à-dire en fait par les différentes versions du droit positif musulman. Pour le coup, ce sont deux régimes de vérité ne pouvant se

26 Renaissance, en arabe. Important mouvement intellectuel ayant irrigué le monde musulman à la fin du XIX[e] siècle et au tout début du XX[e], qui s'est posé la question du rapport à la modernité. Ses deux plus grandes figures ont été Jamal-al-din Al Afghani et Mohamed Abdou.

correspondre dans aucun domaine qui se sont affrontés de part et d'autre. Le couple d'opposés laïcisation versus religion nous paraît ainsi plus efficace pour comprendre l'approfondissement du hiatus que la rivalité somme toute banale entre deux propositions de rédemption religieuse. Une telle césure ne n'est jamais démentie malgré la fascination exercée par l'islam sur nombre de littérateurs et même d'hommes politiques européens, fascination étroitement liée dans la littérature orientaliste à la noble virilité et au sens de l'honneur attribués aux seigneurs bédouins [27].

Cette expulsion de l'islam a eu également un autre objectif devenu primordial à partir des années 1830, celui de l'impérialisme européen et de la colonisation. Puisqu'il était la religion majoritaire des populations peuplant la rive sud de la Méditerranée, c'est-à-dire le sud de la civilisation, il méritait donc d'être cantonné dans une inaltérable altérité et, si possible, affaibli par les entreprises missionnaires ayant accompagné la conquête puis l'occupation. On sait le peu de succès qu'eurent les tentatives de conversion, aussi bien au Maghreb qu'en

27 L'imagerie accolée à l'émir algérien Abdelkader illustre cette mythologie. Bien qu'adversaire de la France et vaincu par elle, l'émir est présenté dans la littérature de l'époque puis dans les manuels scolaires de la période coloniale comme un homme d'honneur et de parole, digne dans sa défaite.

Afrique soudano-sahélienne. Elles n'en désignèrent pas moins l'islam comme la religion dont ses adeptes devaient s'affranchir s'ils voulaient s'élever dans l'échelle de l'humanité. Pour servir le projet colonial, le christianisme - chassé de la politique en Europe - venait la conforter outre-mer en affirmant sa supériorité sur l'islam qui, comme ses fidèles, était à bien des égards une religion produite par une mentalité primitive. Le représentant le plus emblématique de cette école de pensée demeure bien sûr Ernest Renan, immense érudit, biographe d'Averroès, à la fois spécialiste et contempteur des civilisations dites sémitiques qu'il n'a cessé dans son œuvre de brocarder: «Toute personne un peu instruite des choses de notre temps voit clairement l'infériorité actuelle des pays musulmans, la décadence des Etats gouvernés par l'Islam, la nullité intellectuelle des races qui tiennent uniquement de cette religion leur culture et leur éducation[28]. »

Une fois clos le long épisode colonial, un autre chapitre du rapport islam-Occident s'est ouvert à partir du milieu des années 1970. La reconstruction de l'Europe occidentale

[28] Ernest Renan, Jamal-al-din Al Afghani, la *Controverse sur l'islam et la science,* Paris, Thierry Marchaisse, 2015. Cet ouvrage réunit la conférence prononcée par Renan en 1883, la réponse que lui fait Al Afghani et l'ultime réponse de Renan. Selon ce dernier, l'intelligence d'Al Afghani dont il loue l'esprit rationnel vient du fait qu'il n'est pas sémite mais aryen puisque le philosophe réformiste est originaire du Haut-Iran.

après 1945 avait besoin de bras. Ils furent importés des colonies ou des pays sous influence. La majorité de ces immigrés étaient musulmans mais n'avaient pas à leur arrivée vocation à rester. Ils restèrent, firent famille et enfants. L'islam est devenu depuis quarante ans une religion européenne [29] ou plutôt, c'est bien là le problème, une religion installée en Europe mais considérée par une partie de sa population comme ontologiquement étrangère. Pays d'immigration, les Etats-Unis ne se sont guère préoccupés d'islam jusqu'à la fin du XXe siècle, nouant au contraire jusqu'à la chute de l'Union soviétique d'étroites alliances avec les mouvements fondamentalistes auxquels les liait une commune croisade anticommuniste. Le spectaculaire attentat jihadiste du 11 septembre 2001 a évidemment tout changé. Les musulmans - d'où qu'ils viennent et quelle que soit la diversité de leurs parcours - seraient donc des deux côtés de l'Atlantique trop différents pour devenir occidentaux, et ne peuvent de ce fait être intégrés d'aucune manière à cet habitus judéo-chrétien qui reste propre à l'Occident.

L'expansion progressive, à partir des années 1970, des versions les plus radicales d'un islam revisité par la

29 Elle le fut jadis aux temps de l'Espagne musulmane, du VIIIe au XVe siècle. La majeure partie de la Sicile fut également musulmane sous les dynasties aghlabide et fatimide. Aujourd'hui, on l'oublie souvent, l'islam européen demeure dans les Balkans, en Albanie et en Bosnie notamment.

propagande wahhabite et par les lectures les plus extrémistes du corpus doctrinal a certes apporté un précieux concours à cette exclusion. Par une généralisation commune à toutes les peurs et à tous les rejets, l'islam dans sa globalité est devenu synonyme de jihad, d'attentats meurtriers, de foules d'hommes déchaînées contre un Occident que leurs entrepreneurs religieux commandent de haïr. De boucs émissaires possibles que produisent toutes les périodes de crise, les immigrés et leurs descendants appartenant à cette confession ont désormais acquis le statut peu enviable d'ennemi intérieur pour une bonne partie des opinions occidentales et de leur personnel politique.

En termes concrets, le traitement de l'islam par les pouvoirs occidentaux accentue la fracture. La France en est à cet égard un exemple presque caricatural. Depuis de nombreuses années et plus encore au cours de la décennie 2020, on y reproche aux musulmans leur « communautarisme », et des lois ont été promulguées pour empêcher ce que la majorité de la classe politique considère comme une volonté de retrait de la République et de négation de ses valeurs. Le moindre signe de pratique religieuse est perçu comme un danger, et il n'est pas bon d'afficher de tels signes en public. Je ne veux pas ici minimiser le problème que représente la salafisation de l'islam dont les adeptes sont prêts à défier la loi commune pour appliquer

la leur, celle qu'ils croient avoir été dictée par Dieu. Il est réel et se mue en danger mortel quand les fidèles de ce dévoiement passent à l'action violente et aux assassinats de masse contre des sociétés qu'on leur a appris à détester. Ce qu'il convient de souligner, c'est le double standard appliqué par les pouvoirs publics selon la religion à laquelle ils ont affaire. Si l'on considère - et pourquoi pas - que tout communautarisme peut se muer en séparatisme et menacer la cohésion des citoyens autour de leurs institutions, il conviendrait de se mobiliser contre ses manifestations d'où qu'elles viennent. Or si l'on observe le traitement réservé à la troisième religion de France, le judaïsme, on voit qu'il est tout autre. Sans parler de sectes comme les Loubavitch dont les écoles enseignent la seule Torah en ignorant superbement les lois de la République, des institutions communautaires comme le Crif (Conseil représentatif des institutions juives de France) sont célébrées par tous les gouvernements, quelle que soit leur couleur politique, et les plus hauts dignitaires de l'Etat se pressent à son dîner annuel. Au contraire du musulman, le communautarisme juif ne met pas la République en danger, arguent ses défenseurs. Il est indéniable que ni la violence physique ni les attentats ne font partie de la panoplie communautaire du judaïsme français - et occidental de façon générale - dont les segments les plus rigoristes composent avec leur environnement séculier. Mais ce communautarisme

suppose dans bien des cas une double allégeance, à la France bien sûr, mais aussi à l'État d'Israël que ses institutions soutiennent inconditionnellement. Les pouvoirs publics ne voient à cela rien à redire, bien au contraire.

Ainsi, en 2017, le président français a cru bon d'inviter le Premier ministre israélien à venir commémorer avec lui le 75e anniversaire de la rafle du Vél' d'Hiv. Ce faisant, M. Macron a commis une erreur et une faute. En associant à un évènement purement français Benyamin Netanyahou, il a en effet signifié qu'Israël a vocation à intervenir dans toute question concernant les juifs et en a fait leur représentant légitime. Par là même, il a dénié aux juifs français leur qualité de Français à part entière en les assignant à une double identité. C'est là un vieil invariant de l'antisémitisme: un juif n'est jamais vraiment un Français ou un ressortissant de n'importe quelle nationalité, il est d'abord et parfois seulement un juif. M. Macron n'est certainement pas antisémite mais, en mêlant Israël à une commémoration française, il semble porter inconsciemment toute la mémoire de l'antisémitisme européen. L'ardent philosémitisme de l'ensemble des classes politiques européennes et nord- américaines, y compris leurs extrêmes droites, devient ainsi un miroir inversé de l'antisémitisme d'antan. On reviendra sur le fait qu'ils sont les deux faces de la même médaille, celle de

l'exceptionnalité juive, qu'elle soit traitée négativement ou positivement.

Pourtant, en France comme ailleurs en Europe et en Amérique, des associations d'amitié et d'entraide font état de la proximité qu'entretiennent les trois confessions et de la possibilité d'un vivre-ensemble apaisé entre leurs fidèles. Pour ne s'en tenir qu'à la France, il en existe des dizaines, d'envergure nationale ou de dimension locale. Des catholiques en particulier ont joué un rôle majeur dans le développement des relations interreligieuses avec la création du groupe de l'Amitié judéo-chrétienne de France dès 1948, puis du Groupe de recherches islamo-chrétien en 1977. Les initiatives en faveur d'un dialogue judéo-musulman n'ont pas manqué non plus. L'Amitié judéo-musulmane de France a été créée en 2004, suivie par d'autres[30]. Mais ces tentatives de rapprochement et surtout de déconstruction du discours dominant ne concernent que des minorités trop faibles pour faire taire la doxa. De fait, le judéo-chrétien est avant tout un objet politique et toutes les bonnes volontés du monde n'ont pu jusqu'à présent aller à l'encontre de son utilisation dans le champ des rapports de force nationaux et mondiaux. Car, en définitive, ce construit

[30] Voir à ce sujet Martine Cohen et Samuel Everett, *Panorama des initiatives en faveur du dialogue Judéo-musulman. Rapport de fin d'enquête pour la Direction des libertés publiques et des affaires juridiques,* Paris, avril 2020.

politique est utile à trop de monde pour pouvoir être officiellement rangé au registre des contre-vérités.

UN MENSONGE COMMODE

Si cette annexion-exclusion a connu le succès que l'on a décrit, c'est en effet qu'au-delà de l'Occident, l'ensemble des protagonistes concernés par l'affaire se sont emparés de l'objet pour pousser à l'extrême son instrumentalisation.

L'autre exclusion

En l'utilisant systématiquement pour les besoins de son argumentaire nationaliste et de sa lutte contre Israël, le monde arabe et plus largement les États et les opinions de l'arc arabo-turco-iranien ont massivement contribué à en élargir l'usage. Le «complot judéo-chrétien[31]», dont la création de l'Etat hébreu - corps étranger installé par la force au cœur du *Dar al-Islam* - serait l'illustration la plus scandaleuse, est ainsi devenu un élément central du discours anti-occidental de la région. De l'Iran au Maroc, toutes les composantes de la galaxie islamiste en font en outre depuis des décennies un usage débridé. Le «judéo-chrétien », voilà l'ennemi dont la redoutable puissance serait tout entière consacrée à affaiblir l'islam, l'ultime et la

[31] L'expression commence sa carrière moderne au tournant des années vingt du XX[e] siècle, quand les oulémas ultra-conservateurs de l'Empire ottoman moribond voient dans la suppression du Califat la trace d'un complot judéo- chrétien. Voir Gema Martin Munoz, *El Estado ârabe: Crisis de legitîmidad y contestacion islamista,* Madrid, Bellaterra, 1999.

plus parfaite des prophéties, ayant seule vocation à régner sur le monde. À l'occidentalisation du «judéo-christianisme » a répondu sa diabolisation par un islam cadenassé dans ses spécificités, et refusant de se reconnaître dans un universel avec lequel il pourrait pourtant légitimement revendiquer sa filiation.

Les nationalistes arabes et les islamistes ont donc vu dans cette expression un outil dont ils pouvaient se servir pour s'insurger contre les interventions impérialistes dans une région ayant suscité depuis au moins la fin du XVIII^e^ siècle les appétits occidentaux. Il est vrai que l'existence de longue date en Europe comme aux États-Unis d'un sionisme chrétien dont la puissance n'a cessé de s'affirmer à partir du dernier tiers du XX^e^ siècle a donné des arguments aux tenants de l'existence d'un complot judéo-chrétien destiné à affaiblir le monde arabo-musulman.

Contrairement à ce qui est cru communément, ce sionisme particulier est bien antérieur au sionisme juif né à la fin du XIX^e^ siècle dans la foulée de l'affaire Dreyfus et des pogroms antijuifs perpétrés dans la Zone de résidence. Dès le XVII^e^ siècle, les émigrés britanniques qui accostèrent, la Bible dans une main et le fusil dans l'autre, aux rivages de l'Amérique du Nord s'identifièrent au peuple d'Israël fuyant le Pharaon puisqu'ils quittaient une Angleterre où les sectes protestantes auxquelles ils appartenaient étaient énergiquement réprimées. Cette proximité mythique a

donné naissance au courant des partisans de la « restauration » du peuple juif sur la terre d'Israël qui ont joué un rôle politique actif au XIX[e] siècle en Grande-Bretagne et aux États-Unis jusqu'à occuper des postes éminents au sein des appareils dirigeants de ces deux États. Lord Balfour, l'auteur de la fameuse déclaration de 1917 ouvrant la voie à la création d'un foyer juif en Palestine, déclarait ainsi être «sioniste [32]».

Paradoxalement toutefois, ces ardents défenseurs du « retour à Sion » des juifs peuvent être qualifiés d'antisémites puisque leurs courants religieux fondent leur rhétorique sur une lecture littéraliste des Écritures selon laquelle l'accomplissement des prophéties est subordonné à la réinstallation de tous les juifs en Terre sainte où ils seraient collectivement convertis au christianisme, préalable obligé à la seconde venue de Jésus sur terre. Plus prosaïquement aussi, le sionisme des dirigeants britanniques comme Arthur Balfour et son ministre des Colonies Joseph Chamberlain et leur volonté de faciliter la colonisation juive en Palestine répondaient également au souci de limiter l'immigration juive vers leur propre pays. Ils confortaient

32 Voir entre autres sur ce sujet Jacques Pous, *L'Invention chrétienne du sionisme. De Calvin à Balfour,* Paris, L'Harmattan, 2018, et le premier chapitre de l'ouvrage de Jean-Pierre Filiu, *Comment la Palestine fut perdue, et pourquoi Israël n'a pas gagné. Histoire d'un conflit (XIX[e]- XXI[e] siècle),* Paris, Seuil, 2024.

ainsi la conviction de Theodor Herzl selon qui les antisémites seraient les meilleurs alliés de l'entreprise sioniste. Une fois de plus, le philosémitisme biblique ou séculier d'une partie des élites occidentales apparaît comme une autre modalité d'un antisémitisme qui, dans ce cas, ne dit pas son nom. Il est en tout cas certain que l'existence de ce courant dont l'influence s'est affirmée avec la montée en puissance contemporaine des évangélismes de l'aire protestante a nourri dans le monde arabo-musulman la croyance en l'existence d'un complot dirigé contre lui.

Mais, l'usage généralisé du binôme judéo- chrétien dans le monde arabo-musulman, qui s'apparente à une véritable appropriation, n'est pas seulement d'ordre réactif. Par un processus inverse à celui de l'Occident, il s'en est également servi pour expulser de lui-même sa part juive. La désignation du judéo-chrétien comme fait de culture exclusivement occidental a permis d'y ensevelir le judéo-arabe et le judéo-musulman, de censurer l'existence historique du judaïsme oriental et de tenter d'en effacer les traces des mémoires collectives. Pourtant, et jusqu'à l'époque coloniale, juifs et musulmans ont cohabité en terre d'islam de façon autrement moins violente que dans la chrétienté. Certes, de même que les chrétiens, *Ahl al-Kitab* [33] tous les deux, les juifs y furent soumis à des législations

33 Littéralement, les gens du Livre, qui ne sont pas des païens mais qui

discriminatoires en des temps où les notions de citoyenneté et d'égalité n'existaient nulle part sur la planète et où l'inégalité des statuts était partout la règle. Et dans le vaste *Dar al-Islam* les épisodes de violence antijuive sont loin d'avoir été inexistants. Mais à aucun moment de cette longue coexistence ils n'ont atteint le caractère systématique ni la cruauté de ce qui advenait aux mêmes époques en Europe. La proximité des modes de vie et des rituels, l'usage de la même langue ont tissé des liens défaits au XXe siècle pour laisser place aux ruptures contemporaines [34].

Cela, le monde arabo-musulman a voulu l'oublier. Chassé de l'universalisme occidental, il s'est lui aussi servi du judéo-christianisme pour exclure et pour occulter. Cette partie du monde comptait environ un million de juifs à la fin des années 1940. Ils ont presque totalement disparu aujourd'hui, à l'exception de deux minuscules communautés au Maroc et en Tunisie [35] et de quelques milliers de personnes en Turquie et en Iran, l'ensemble n'excédant pas une trentaine de milliers d'individus. Certes

n'ont reçu qu'une partie de la Révélation.

34 Voir entre autres Abdelwahab Meddeb et Benjamin Stora (dir.), *Histoire des relations entre juifs et musulmans. Des origines* à *nos jours,* Paris, Albin Michel, 2013.

35 Voir Sophie Bessis, *Je vous écris d'une autre rive. Lettre à Hannah Arendt,* Tunis/Paris, Elyzad, 2021.

l'Agence juive, bras séculier de la politique d'immigration du *Yichouv* [36] puis de l'État d'Israël, a activement travaillé à l'« Alya [37] » des juifs d'Orient et il n'est pas question ici de sous-estimer sa responsabilité dans leur départ. Mais si elle n'avait pas rencontré le souhait de s'en débarrasser des États nouvellement indépendants ou désormais gouvernés par des régimes nationalistes où l'appartenance à l'islam et/ou à l'arabité servait de socle identitaire, ces départs n'auraient probablement concerné qu'une minorité des « juifs arabes » et n'auraient pas pris le caractère massif qu'ils ont eu partout. Sur ce chapitre, les deux nationalismes qu'ont été le sionisme et le nationalisme arabe se sont distingués et se distinguent encore par un rejet obsidional de toute altérité interne, de toute diversité susceptible d'altérer la pureté d'identités fantasmées. En ce sens, ils ont été ces « ennemis complémentaires [38] » qui ont privé le monde arabe de sa part juive.

Si, de l'Irak à l'Egypte ou à la Tunisie, des associations, des écrivains, des artistes tentent de restaurer le souvenir de ces minorités dont ils considèrent le départ comme une amputation d'un élément capital de leur culture, les

36 Nom hébreu du foyer juif de Palestine.

37 La « montée » des juifs en Terre promise.

38 Expression empruntée à Germaine Tillion qui l'a utilisée pour décrire les relations algéro-françaises.

histoires officielles n'en font aucune mention[39] et, dans bien des pays, les traces matérielles de leur ancienne présence sont soigneusement dissimulées quand elles ne sont pas niées ou détruites. L'Algérie se distingue sur ce chapitre par un antisémitisme d'Etat qui ne s'est pas démenti depuis l'indépendance. Une de ses manifestations paroxystiques a eu lieu en octobre 2024 à l'occasion de la parution d'un ouvrage universitaire intitulé *L'Algérie juive. L'autre moi que je connais si peu,* traitant de la présence juive sur le territoire algérien depuis l'époque numide. Non seulement l'autrice et l'éditeur ont été momentanément arrêtés pour apologie du sionisme, mais un torrent d'injures antisémites s'est déversé dans une partie de la presse et sur les réseaux. L'idée même que les juifs aient pu constituer une part de l'identité algérienne est proprement insupportable aux yeux d'une notable partie de sa classe politique et de larges pans de sa population éduquée dans ce négationnisme[40].

Ainsi, puisque l'Occident est judéo-chrétien, l'Orient arabo-turco-iranien se doit d'être son inverse. Certes le christianisme n'a pas disparu du monde arabe. Car, contrairement au faible poids démographique des juifs, les

[39] Sauf au Maroc dont la constitution de 2011 mentionne « l'affluent hébraïque » dans la formation de la personnalité marocaine.

[40] Dans une interview donnée début février 2025 au journal français *L'Opinion,* le chef de l'Etat algérien s'inscrivait toutefois en faux contre cette offensive en affirmant que « les juifs [...] font partie intégrante de l'histoire du pays ».

minorités chrétiennes étaient numériquement trop importantes pour être traitées de la même manière. Beaucoup de leurs intellectuels ont en outre fait partie des idéologues les plus emblématiques du nationalisme arabe considéré comme plus inclusif pour eux que la oumma musulmane à laquelle ils ne pouvaient évidemment pas appartenir. Mais dans bien des pays de la région, de l'Irak à la Syrie en passant par le Liban et la Palestine, la proportion des chrétiens dans la population a drastiquement diminué du fait des discriminations dont ils ont fait l'objet et des récentes poussées jihadistes, suscitant des vagues successives d'émigration qui ont accéléré l'évolution de la région vers l'appartenance à une religion non plus hégémonique mais exclusive.

L'Occident au coeur de l'Orient

Le monde juif, pour sa part, s'est d'abord tenu éloigné, du moins en apparence, de ce couple improbable qu'il a été longtemps le seul à ne pas sacraliser. La vieille méfiance juive vis-à-vis d'une chrétienté dont le souvenir de l'antisémitisme est resté vif dans les mémoires lui a fait voir avec circonspection ce que plusieurs de ses penseurs ont estimé être une appropriation indue de l'héritage du judaïsme. Mais l'entrée des élites juives dans la modernité européenne à partir du XIX^{e} siècle a bouleversé l'image qu'elles se forgeaient jadis d'elles-mêmes. On l'a dit, elles

ont répudié leur part orientale et ont affiché le plus profond mépris pour leurs coreligionnaires orientaux que leur appartenance au monde musulman transformait en étrangers à la seule civilisation dont les intellectuels juifs européens se réclamaient. Déjà, Theodor Herzl insistait dans *L'État des Juifs* sur le caractère exclusivement européen de l'entreprise sioniste qu'il qualifiait d'ailleurs sans réserve de projet colonial, écrivant entre autres dans son ouvrage: « Si sa Majesté le Sultan consentait à nous donner la Palestine, nous pourrions nous charger de mettre en ordre les finances de la Turquie. Pour l'Europe, nous formerions là-bas un élément du mur contre l'Asie ainsi que l'avant-poste de la civilisation contre la barbarie[41]. »

À quelques rares exceptions près, le *Yichouv* d'abord puis, à partir de 1948, l'État d'Israël, se sont définis comme un fragment d'Occident implanté en Orient. La revendication sioniste du retour supposé des juifs sur leur terre ancestrale située au cœur de cette partie du monde n'a pas empêché ses théoriciens de récuser toute parenté avec les civilisations dont elle était porteuse. Né d'un nationalisme moderne et d'une idée de l'État-nation dont l'Europe a été l'accoucheuse, fondé et dirigé pendant les premières décennies de son existence par les représentants juifs de l'intelligentsia européenne, l'État d'Israël n'a cessé

[41] Theodor Herzl, *L'Etat des Juifs,* Paris, La Découverte, 1989.

de se vouloir occidental, de se définir en fonction de cette seule appartenance, s'attachant avec constance à conjurer tout risque d'orientalisation. Ses élites ont fidèlement intériorisé, pour ce faire, un discours de la suprématie élaboré pour d'autres dominations. Longtemps légèrement majoritaire[42], sa population venue du monde arabe s'est vue confinée dans une profonde marginalité intellectuelle et politique et dans un total déni d'existence culturelle. Des documents d'archives, des ouvrages, des témoignages font tous état de l'insondable mépris dont ces *Mizra'him* firent l'objet à leur arrivée sur une terre qu'on leur avait vendue comme la réalisation de la promesse biblique du retour. Le moins que l'on puisse dire est que l'accueil ne fut pas à la hauteur de leurs espérances. Dès qu'ils posaient le pied sur le sol de ce qui devait devenir leur patrie, ces juifs du Maroc, du Yémen, d'Irak et d'ailleurs en Orient étaient aspergés de DDT, comme si cette désinfection bien concrète - rendue nécessaire vu le monde d'où ils venaient - devait aussi les nettoyer symboliquement de leur part d'Orient. Ils furent ensuite parqués, le plus souvent contre leur gré, dans les villes nouvelles du Néguev que Ben Gourion fit bâtir par ces

[42] Jusqu'à l'immigration, dans les années 1990, d'environ un million de juifs originaires de l'ancienne Union soviétique. Son Orient semble le rattraper pourtant, par le biais d'une redoutable montée en puissance du fondamentalisme juif, dont les similitudes et les convergences avec le radicalisme islamiste ne sont probablement pas fortuites.

nouveaux arrivants pour sécuriser démographiquement les frontières de l'État. Discriminés en matière d'enseignement où on les orientait vers les formations professionnelles, relégués dans les emplois les moins valorisants, désignés péjorativement comme le « second Israël[43]», ils étaient également perçus comme une menace car on les accusait de « levantiniser » Israël, danger pratiquement existentiel pour des élites se réclamant exclusivement de leur appartenance à l'Occident. Hannah Arendt craint ainsi dans l'un de ses textes de voir Tel Aviv devenir une ville levantine. Ils parlaient en effet l'arabe et non le yiddish et, ignorant Chopin et Malher, jouaient les mêmes musiques avec les mêmes instruments que ceux de l'ennemi arabe. Tenus en lisière du « vrai » Israël, leurs enfants se révoltèrent à plusieurs reprises, en particulier en 1971 avec l'insurrection du mouvement des Panthères noires [44]. Haïssant ces Ashkénazes socialistes et vertueux qui les accablaient de leur condescendance, ils votèrent de plus en plus pour les droites identitaires et religieuses et, depuis la fin des années 1970, ils constituent le socle électoral d'une

[43] Voir entre autres Haroun Jamous, *Israël et ses juifs. Essai sur les limites du volontarisme,* Paris, François Maspero, 1982.

44 Mouvement israélien de protestation des immigrés originaires du Maroc, à ne pas confondre avec le mouvement révolutionnaire de libération afro-américaine formé en 1966 en Californie. Le nom en est évidemment inspiré.

extrême droite qui n'a cessé de gagner en puissance. Ainsi, par un de ces paradoxes dont l'histoire a le secret, ceux qui auraient pu être des ponts ont aidé à édifier des murs.

La même histoire s'est répétée lors de l'immigration des juifs éthiopiens à la fin des années 1980 et au début de la décennie suivante. Cantonnés dans des cités de fortune, relégués aux strates inférieures de la société tandis que les Russes arrivés à la même époque se voyaient offrir les plus généreuses conditions d'accueil, voyant même leur judaïté contestée par les autorités religieuses, les Éthiopiens portèrent eux aussi la tare de n'être pas occidentaux, et la deuxième génération se révolta contre la condition qui lui était faite.

Tel est le paradoxe de cet État. Obsédés par l'éventualité de voir la population juive devenir minoritaire sur le territoire aujourd'hui à peu près totalement colonisé de l'ancienne Palestine mandataire, ses dirigeants n'ont de cesse d'encourager l'immigration juive d'où qu'elle vienne. Mais, en même temps, ils cherchent à prémunir le pays qu'ils gouvernent de tout danger d'orientalisation. C'est ainsi qu'Israël a aidé à la généralisation de l'usage du couple judéo-chrétien en ignorant, lui aussi, sa part d'Orient[45],

[45] Il a certes été aidé par la politique antijuive menée par les États arabes. Mais pas seulement. Le mouvement général d'occidentalisation du monde juif est parallèle à l'émigration progressive de ses diasporas vers les démocraties occidentales, qui abritent désormais - avec l'État d'Israël - l'écrasante majorité de la population juive mondiale.

objet d'un déni à peu près absolu, sauf en ce qui concerne quelques-unes de ses versions folklorisantes, en général culinaires. Seules quelques marges issues des immigrations maghrébine ou irakienne, démographiquement peu représentatives, tentent de faire revivre un patrimoine littéraire, musical ou linguistique que le discours dominant avait qualifié de scories heureusement destinées à disparaître avec l'intégration de ces populations à l'habitus culturel israélien. Et ses intellectuels, y compris quand ils se situent dans le camp de la paix, ont le plus grand mal à placer leur pays dans un Orient dont tout l'éloigne, sauf sa position géographique. Le danger qu'il y glisse ne peut être prévenu, estiment-ils, que par des signes d'appartenance sans équivoque à la sphère occidentale. Tous ces signes, quels qu'ils soient, sont donc les bienvenus. Ses expressions politiques dominantes ont vu dans la captation du judaïsme par l'Occident un des moyens d'ancrer leur destin à ce dernier et de renforcer, face à l'ennemi arabe, des solidarités fondées sur un solide eurocentrisme et porteuses des mêmes exclusions.

Avec l'arrivée au pouvoir d'une extrême droite suprémaciste dont la haine des Palestiniens et plus généralement des Arabes est le principal carburant, les dirigeants israéliens et la majorité des intellectuels ont porté à son acmé l'appropriation sans réserve du judéo-christianisme dont ils s'instituent désormais les défenseurs

de première ligne. « Nous faisons partie de la culture européenne… L'Europe se termine en Israël», avait déjà affirmé en 2017 Benyamin Netanyahou à l'attention des dirigeants européens afin d'installer Israël en poste avancé de la civilisation judéo-chrétienne. Depuis le déclenchement de la guerre contre Gaza en octobre 2023 et pour solliciter l'appui inconditionnel des États occidentaux dans son entreprise de destruction totale de l'enclave, il a érigé Israël en rempart de l'Occident : « Notre victoire, c'est votre victoire ! C'est la victoire de la civilisation judéo-chrétienne contre la barbarie. C'est la victoire de la France ! », proclamait-il ainsi le 30 mai 2024 sur la chaîne d'information française LCI dont il était l'invité.

L'extrême droite israélienne dont Benyamin Netanyahou est devenu le plus ardent porte- parole et le bras séculier a ainsi repris à son compte la rhétorique du conflit de civilisation résumé dans l'affrontement entre le judéo- christianisme - corpus moral et culturel du monde civilisé - et l'islam - non plus religion mais idéologie mortifère de la partie barbare du monde dont il convient de se prémunir, au besoin par une violence salvatrice. Car le langage de la guerre serait hélas le seul opératoire puisque les fidèles de cette confession n'en comprendraient pas d'autre.

Ce déplacement de vieux contentieux historiques et accessoirement religieux vers le terrain de la guerre de

civilisation ne signe pas seulement l'adoption par le personnel politique israélien du concept de judéo-chrétien longtemps marginal pour les juifs, mais aussi et peut-être surtout l'entrée de plain-pied de cet État dans la galaxie des pays gouvernés par des régimes ayant adopté pour socle identitaire un racisme ethnoreligieux défendu par des pouvoirs qualifiés par euphémisme d'illibéraux. Aujourd'hui, Israël a des affinités bien plus profondes avec la Hongrie de Viktor Orbàn ou l'Inde de Narendra Modi et avec nombre de partis néofascistes dont l'antisémitisme est une des composantes originaires, qu'avec une large partie du monde juif déchiré par ses contradictions et qui s'interroge sur le signifiant juif par rapport à cette nouvelle injonction au judéo-christianisme que l'État qui veut tous les représenter tente de lui imposer.

UN RETOUR AUX RACINES ?

Cette ultime appropriation ne clôt cependant pas le lourd dossier des rapports entre judaïsme et Occident. Car ce qui ressort *in fine* de cette double conversion, celle des pouvoirs occidentaux et de leurs intellectuels organiques au judéo-christianisme et celle d'un Israël défendant farouchement ce concept relativement nouveau qui l'attache sans retour à l'Occident, c'est la continuation sous d'autres formes de la croyance absolue, partout, en l'exceptionnalité du juif. Pendant des siècles, on l'a dit, sa singularité a nourri un antijudaïsme alimenté par la construction chrétienne du peuple déicide, puis un antisémitisme moderne que le délire nazi a rendu honteux mais n'a pas fait disparaître. Le juif a ainsi servi, pour des causes diverses, d'éternel coupable dont la nature des crimes n'a cessé d'évoluer mais dont la gravité est demeurée entière. À partir du dernier quart du XX^e^ siècle, cette culpabilité a progressivement cédé la place à un philosémitisme qui a atteint son apogée après le massacre commis par le Hamas le 7 octobre 2023 et que l'effroyable riposte du pouvoir israélien n'a pas entamé.

Le problème réside dans le fait que ce renversement repose sur des bases tout aussi contestables et dangereuses que son opposé de naguère. Car il est assis sur le même

postulat, celui du caractère exceptionnel de la personnalité juive. Jamais le juif n'est comme les autres, jamais il ne peut être un humain ordinaire, ayant droit à la salutaire indifférence de ses contemporains. Jadis ployant sous l'opprobre, chargé de cette culpabilité dont rien ne pouvait le soulager, il s'est transmué en innocent ontologique et rien, aucun crime commis en son nom n'est susceptible d'interroger cette innocence, Certes, la défense quasi inconditionnelle par l'Europe et l'Amérique du Nord d'un pouvoir israélien désormais coupable des pires atrocités envers les Palestiniens et les populations de son entourage immédiat a des raisons bien triviales, de nature économique et géostratégique. Les États occidentaux sont également aveugles à sa dérive du fait que cette dernière résulte d'une logique coloniale qui leur est familière. Les États-Unis, pays fondé sur l'extermination d'un peuple, ne voient peut-être pas de scandale au fait que leur allié n'envisage son expansion territoriale et même sa survie qu'au prix de l'annihilation d'un autre. Du côté européen, on ne peut tenir pour négligeable ce refoulé colonial présidant en partie au soutien manifesté par les anciennes puissances impériales envers un État qui les vengerait en quelque sorte des épisodes les moins glorieux pour elles de la décolonisation. La spectaculaire sympathie exprimée envers l'Israël d'aujourd'hui par des extrêmes droites nostalgiques de la « grandeur » coloniale relève sans nul

doute - au moins en partie - du sentiment de partager une revanche sur les défaites que leurs pays ont naguère subi face aux colonisés. Cette dimension ne peut être dite au grand jour mais elle existe, et compte dans la balance.

Là pourtant n'est pas l'essentiel. On l'a dit aussi, l'innocence absolue d'Israël dont l'Occident, confortant de la sorte le roman sioniste, a fait l'incarnation du juif nouveau, du juif d'après le génocide, est la condition *sine qua non* de la restauration de l'innocence occidentale. Le problème est qu'en face de l'innocent il doit toujours y avoir un coupable. Et puisque le Palestinien est l'ennemi d'Israël, celui qui conteste sa légitimité à conquérir, à occuper et à soumettre, il est devenu le coupable. À l'indispensable innocence d'Israël correspond donc la nécessaire culpabilité des Palestiniens.

Voilà la boucle bouclée. Ou plutôt non. Car cet écheveau diabolique de contentieux historiques non soldés, de mensonges, d'occultations, de fausses réparations, a produit un nœud gordien qu'aucun Alexandre ne s'avère pour l'heure disposé à trancher. Pire, il compromet toute possibilité d'avenir en multipliant des construits politiques et symboliques qui sont autant d'apories.

L'exceptionnalité juive a d'abord, dans ses formulations successives, servi de carburant principal au sionisme puisque, le juif étant inassimilable, la solution à la « question juive » ne pouvait être que la création d'un État où

tous ceux qui appartenaient à cette identité indéfinissable mais pratiquement exclusive de toute autre seraient définitivement regroupés. L'innocence d'Israël ne peut ensuite être pérenne que si cet État représente de toute éternité la victime, donc s'il parle au nom de tous les juifs, quels que soient leur lieu de résidence ou leur nationalité. On l'a vu, les dirigeants occidentaux endossent ce double mensonge, celui de l'exceptionnalité et celui du signe victimaire éternel alors que la population israélienne actuelle n'a plus qu'un lointain rapport avec les persécutés d'antan. Lors d'une de ses sorties ayant le mérite d'être claires, Donald Trump, durant sa campagne électorale de 2024, désignait Benyamin Netanyahou aux Américains juifs comme «leur» Premier ministre, confortant ainsi la fausse idée d'une allégeance prioritaire des juifs à Israël. Et la «raison d'État» allemande enjoint à sa classe politique de soutenir Israël jusque dans ses pires dérives afin, croit-elle, d'expier le judéocide. Les juifs du monde sont aujourd'hui les prisonniers de leur assimilation sans nuances à un pays qui n'est le leur que pour une petite moitié d'entre eux. Certains s'en satisfont ou s'en accommodent, d'autres refusent la confusion politiquement entretenue entre juif et Israélien. D'autant que cette dernière nourrit avec constance l'antisémitisme au Nord comme au Sud de la Méditerranée. Car si Israël représente tous les juifs, ceux-là deviennent comptables des crimes commis en leur nom.

C'est là un danger mortel qui les guette car, hormis chez une partie des populations occidentales et chez les évangélistes de tous bords, l'opinion internationale renvoie désormais dans son écrasante majorité l'État israélien dans le camp des bourreaux. On ne mesure pas encore l'impact dans les opinions, y compris occidentales, de ce changement radical de statut. Le fait pour Israël de quitter le rôle de représentant de la victime pour revêtir l'habit du bourreau, malgré les tentatives de ses dirigeants et de leurs soutiens d'assimiler toute critique de leur politique à de la haine antisémite, peut en effet être considéré comme un séisme. Il bouleverse sans nul doute la perception que le monde a des juifs et consolide le cercle vicieux faisant que la politique d'Israël alimente le regain mondial de l'antisémitisme, tandis que ce dernier conforte la doxa sioniste voulant que les juifs ne soient en sécurité que dans leur État [46].

Enfin, cette hostilité grandissante d'une partie du « Sud global[47] » envers un État n'essayant même plus de

[46] Voir à ce sujet Sylvain Cypel, *L'État d'Israël contre les juifs,* seconde édition augmentée, Paris, La Découverte, 2024.

47 J'emploie cette expression devenue à la mode par commodité. Ce Sud global dont certains analystes fêtent l'avènement n'a à mes yeux aucune signification politique. Il est en effet profondément hétérogène, et ses États les plus influents sont animés par les mêmes logiques économiques et de puissance que ceux d'un Nord dont ils prétendent être l'opposé. Le seul ciment qui les unit est un anti-occidentalisme de

camoufler la logique coloniale de ses entreprises parachève l'ancrage de ce dernier à l'Occident et renforce l'occidentalité exclusive de l'objet judéo-chrétien dont j'ai essayé tout au long de ces pages de décrire la capacité de nuisance.

Alors que faire? Il serait évidemment bien présomptueux de répondre à une telle question. On peut seulement essayer quelques constats en forme d'épilogue provisoire. Il semble d'abord que l'on assiste enfin à un approfondissement de la césure entre le juif et l'Israélien. Sans vouloir essentialiser et sachant que toute généralisation comporte sa part d'erreur, le premier - ou au moins certaines de ses parties - renoue avec sa généalogie diasporique et s'élève contre son assimilation indue à un État dont certains récusent non seulement les pratiques mais le sens lui-même. Le second se barricade dans sa conviction que le monde est contre lui, que l'innommable peut à tout moment se reproduire et que seule l'utilisation illimitée de la force peut l'en protéger en éliminant un ennemi prêt à renaître constamment de ses cendres. Paradoxalement, l'ancrage à l'Occident est fragilisé aujourd'hui des deux côtés. Chez une partie des juifs du monde, on cherche à renouer avec la pluralité des racines et beaucoup récusent le binôme judéo-chrétien qui les

circonstance, aux motivations variables et fragiles.

retranche d'un universel plus large et plus englobant. La multiplication des deux côtés de l'Atlantique de mouvements juifs insistant sur la diversité de leurs origines illustre une tendance que l'enfermement israélien dans son ethnocentrisme ne peut qu'accélérer. Du côté israélien, la montée en puissance du fondamentalisme messianique désormais parvenu au sommet du pouvoir éloigne ce pays du sentiment encore majoritaire en Occident du caractère précieux d'un régime séculier - même si les délires fondamentalistes de toutes les religions n'y sont pas anecdotiques - et le rapproche du côté obscur d'un Orient musulman qui traverse sur le plan religieux une de ses pires périodes historiques. Ennemis irréductibles, obsédés de chaque côté par la conviction que leur victoire ne peut s'obtenir que par l'anéantissement de l'autre, ils sont les deux roues du même engrenage, à ceci près que la roue de l'occupant est infiniment plus meurtrière que celle de l'occupé. L'intégration d'Israël à son environnement régional s'accomplit ainsi de la pire des manières, par la production de ses propres « fous de Dieu » prêts à perpétuer la guerre pour réaliser leur projet. Pour autant, l'ancrage à l'Occident ne s'est pas noyé dans cette dérive puisque les représentants autorisés de ce dernier l'acceptent ou, au moins, refusent d'en mesurer le danger.

Au fond, cet objet judéo-chrétien dont le contenu n'a jamais été exactement défini se caractérise par une

plasticité autorisant toutes les utilisations. Trop commode pour trop de monde pour disparaître du paysage, servant depuis quelques décennies à occulter, à posséder et à exclure, il a certainement encore de beaux jours devant lui. Il servira à brouiller les pistes de réconciliations possibles et à empêcher de lire l'histoire, toute l'histoire, sans œillères ni constructions idéologiques n'ayant pour but que de rendre inguérissables les fractures d'aujourd'hui. Cet essai de déconstruction que j'ai tenté d'entreprendre a l'inverse pour objectif, celui de retisser les liens rompus de toutes parts et de rebâtir du vivant et du réel à la place des exclusions mortifères que proposent à leurs peuples tous les entrepreneurs identitaires du Nord et du Sud réunis dans leur refus de l'autre, du complexe et du divers, c'est-à-dire dans le refus de toute paix possible.

Si vous souhaitez être tenu informé des parutions et de l'actualité des éditions Les Liens qui Libèrent, visitez notre site : http://www.editionslesliensquiliberent.fr

Composition: In folio
Achevé d'imprimer en avril 2025 par l'imprimerie Normandie Roto Impression s.a.s à Lonrai
Dépôt légal : mars 2025 N° impr : 2501778 *Imprimé en France*

1. Voir à ce sujet Sylvain Cypel, *L'État d'Israël contre les juifs,* seconde édition augmentée, Paris, La Découverte, 2024.

Depuis quarante ans, le concept de « civilisation judéo- chrétienne » domine les discours politiques et médiatiques en Occident, présenté comme le socle culturel de l'Europe et de l'Amérique du Nord. Mais que cache cette expression devenue une référence hégémonique ?

Récupéré par des acteurs variés - États, mouvements politiques ou nationalismes - ce concept est utilisé de toutes parts pour réécrire l'histoire, servant en Europe à occulter deux millénaires de persécutions antisémites, à nier l'apport de l'Orient dans son passé et à exclure l'islam de ses références culturelles. Le sionisme puis l'État d'Israël à partir de sa création ont eu besoin d'affirmer leur ancrage exclusif à l'Occident, se proclamant aujourd'hui comme le « bastion avancé de la civilisation judéo- chrétienne » face à « l'ennemi arabo-musulman », tandis que les nationalismes arabes ont vu dans cette expression un instrument commode pour nier la dimension juive de l'histoire de leurs propres pays.

Sophie Bessis dévoile comment ce binôme, loin d'être neutre, est utilisé partout pour rendre impossibles des convergences culturelles et politiques qui pourraient être autant de chemins vers la paix.

Sophie Bessis est historienne spécialiste des relations Nord-Sud et de la condition des femmes en Afrique et dans le monde arabe.

LES
LIENS QUI
LIBÈRENT

Ancienne rédactrice en chef de Jeune Afrique, elle a également enseigné à l'Inalco et à Paris I avant d'être chercheuse à l'IRIS. Elle est l'autrice de plusieurs ouvrages, dont L'Occident et les autres (La Découverte, 2000), Histoire de la Tunisie de Carthage à nos jours (Tallandier, 2019) ou encore Je vous écris d'une autre rive, lettre à Hannah Arendt (Elyzad, 2021).

ISBN 979-10-209-2290-8 / DÉR LÉG. : MARS 2025 /